



TU LES VOIS FLEURIR LES GALERIES D'ARTISTES, LES BARS OÙ CES MAUDITS VIENNENT S'ABREUVER DE GOBELETS EN PLASTIQUE SUR LES TROTTOIRS, CES MANGEURS DE MERDE EN COSTARD QUI FONT VISITER DES APPARTS DONT LES LOYERS FERAIENT EXPLOSER LA TÊTE DE TON BANQUIER, CES ABRUTIS DE JOURNALISTES VENANT FILMER POUR LA DEUXIÈME PARTIE DU 13 HEURES COMMENT QU'ON EST PITTORESQUES NOUS LES PAUVRES, LES ÂNES EN UNIFORME QUI PATROUILLENT DANS LE QUARTIER POUR S'ASSURER QUE LA RENCONTRE DU TROISIÈME TYPE ENTRE GALÉRIENS ET BOURGES NE SOIT PAS TROP EXPLOSIVE... VOILA QU'APRÈS NOUS AVOIR PARQUÉS DANS DES GHETTOS DE PAUVRES, ON NOUS INSÈME DU PTIT BOURGE À LA PELLE ET DU FLIC AU QUINTAL, VOILA MÊME QU'ON VOUDRAIT NOUS VIRER, NOUS JETER UN PEU PLUS LOIN DANS LES OUBLIETTES À PAUVRES DES CITÉS EN ATTENDANT DE NOUS TROUVER UNE POUCELLE GALACTIQUE.

CEUX QUI SE LA PÊTENT APPELLENT ÇA LA GENTRIFICATION, NOUS ON APPELLE ÇA LA GUERRE.

Mais quand on veut la guerre, on finit par l'avoir. Faut croire que certains villageois ne se rendent et ne se rendront pas. Le pouvoir et sa flicaille n'arrivent pas tant que ça à nous civiliser. Il y a tant de petites attentions modestes, discrètes et quotidiennes qui leurs sont offertes. Ces petites choses de la vie qui foutent la patate et un bon gros sourire aux lèvres. Là une bande de flics qui se prennent des œufs pourris, des insultes et des pots de fleur sur la gueule, à côté un mur peint de doux torrents de haine dirigée à l'encontre des puissants, ailleurs un distributeur de banque défoncé à la masse, un commissariat aux vitres blindées bleu blanc rouge pas si blindées que ça (as-tu déjà fait un tour du côté de la rue Ramponneau ?). Et puis cet artistouille en pantoufles qui passe la journée sur son Mac derrière la vitrine de sa galerie d'art de 100 m² aux murs blancs, qui se retrouve avec des bouts de sa vitrine sur le clavier ? Et ces caméras là, qui pensaient pouvoir nous intimider de leurs regards discrets et imposants, en mille morceaux par terre

pour l'une, couverte de suie pour l'autre ou encore couverte de peinture ou d'autocollants ! Puis cette magnifique baffe dans la gueule du bobo qui nous empêche de circuler vaut bien celle dans la gueule du flic qui nous force à circuler.

Rien négale ce petit brin de pagaille, ce bordel permanent, le désordre incontrôlé qui offre aux propagateurs du chaos, aux rebelles, aux amants de la liberté, une base fertile pour l'attaque et la diffusion de la révolte. Non, on n'est pas tous des zombies, prêts à s'agenouiller pour lustrer vos mocassins, tendant l'autre main pour que vous y passiez vos menottes, tendant l'autre joue en signe de dévotion. Nous entendons être libres et sauvages, et vous aurez beau nous dépeindre avec des couteaux entre les dents, nous appeler les "barbares", les "bandes", les "incontrôlables", les "casseurs", les "saboteurs", la beauté est de notre côté, dans la rage d'en découdre avec ce monde, ses institutions, et ses rapports pourris d'argent et de concurrence entre les individus.

Nous n'entendons plus écouter vos sérénades de politiciens-violonistes, car nous ne voulons ni de vos droits ni de vos devoirs, ni de votre sécurité ni de votre contrôle, et encore moins de vos promesses. Vous nous parlez de « zone de non-droit », nous répondons « pas assez ». Vous nous parlez de « zone urbaine sensible », nous répondons « oui, nous sommes de petits êtres sensibles, et c'est pour ça qu'on va niquer votre sécurité ». Parce que la « mixité sociale » de leur rêve, c'est la paix des riches et la guerre aux pauvres.

Alors sans trêve, sans reddition, sans pitié, seuls ou entre amis, continuons à renforcer la guerre aux riches et à leurs laquais, à leur propriété, leurs flics, leurs juges, leur paperasse, leurs galeries d'art subventionnées et leurs cafés branchés.

QUI SAIT... PEUT-ÊTRE QUE SUR CE CHEMIN NOUS APPRENDRONS À FAIRE LA RÉVOLUTION



On voudrait nous faire croire que la ville c'est le progrès, mais le progrès ne nous détruit jamais aussi profondément que lorsqu'il construit. Les villes dans lesquelles nous vivons sont à l'image de nos vies civilisées: ennuyeuses, froides et vidées de sens, écrasantes par leur taille, étouffantes par leur manque d'air. Pour combler le vide de nos existences urbanisées, nous avons donné des identités aux villes, comme pour se faire croire qu'elles sont uniques, qu'il peut y avoir une fierté quelconque à en être. Mais quoi qu'il en soit, les villes se ressemblent toutes. Qui peut encore différencier d'une ville à une autre un supermarché, un centre commercial, une gare, un aéroport ou une prison ?

Qui veut encore se réapproprié la ville, la gérer, ou même l'auto-gérer, plutôt que de la détruire ?

A quoi servent donc ces bancs sur lesquels nous ne trouverons jamais de position confortable, à quoi servent donc ces toits en pente sur lesquels nous ne pouvons pas stocker de pierres pour caillasser la flicaille, et ces lampadaires qui nous éblouissent pour mieux nous rendre visibles aux yeux menaçants des caméras de surveillance

toujours plus nombreuses, puis ces patrouilles de flics qui nous interdisent de nous rassembler ici ou là, ces barbelés sur lesquels nous déchirons nos jambes lorsque nous sautons les murs qui nous enferment, ces rues tellement immenses que nous nous y sentons trop petits pour les barricader, ces pompiers qui partout tentent d'éteindre nos feux de joie et de colère, ces médiateurs qui cherchent à orienter notre révolte au service de ce monde sans saveur et ces politiciens qui voient en la ville l'espace idéal pour nous contenir, nous parquer et stériliser notre rage. Mais l'urbanisme n'est que l'un des rouages de cette société de domination, il fonctionne de pair avec le système judiciaire, le maintien de l'ordre, la traque des indésirables, le système éducatif et carcéral et toutes les autres institutions du pouvoir et de l'autorité. Son but est de construire des villes optimisées pour le contrôle exercé par les flics et les citoyens. Il n'y a pas un urbanisme qui serait émancipateur, il n'y a que des villes à détruire de mille feux.

La ville ne tend qu'à la massification et la standardisation des individus, son aménagement, lui, ne vise qu'à prévenir le débordement et assurer la pacification qui

garantit la bonne marche sociale des rapports de domination.

Le moindre recoin de chaque ville ne répond qu'à deux besoins : le contrôle social et le profit.

Ainsi, nous ne voulons pas nous réapproprier les villes ni les gérer nous-mêmes, car elles ne nous ont jamais appartenu, elles n'ont jamais rien été d'autre que des instruments de notre domination, que des prisons à ciel ouvert, et nous n'en voulons plus. La seule chose que nous pouvons faire des villes, c'est les transformer en terrains de jeu où libérer nos désirs insurgés.

A ceux qui veulent nous civiliser, nous répondons par la sauvagerie de nos passions destructrices, jusqu'à la fin de toute domination. La ville, nous ne voulons ni nous en évader ni nous la réapproprier, nous voulons détruire intensément et dans la joie le monde qui la produit, et elle avec.

POUR L'INSURRECTION.

Des sauvages.

Les néons des villes ne font qu'éclairer notre colère

Affiche trouvée sur les murs de Paris et d'ailleurs, avril 2013.

LES NÉONS DES VILLES NE FONT QU'ÉCLAIRER NOTRE COLÈRE

On voudrait nous faire croire que la ville c'est le progrès, mais le progrès ne nous détruit jamais aussi profondément que lorsqu'il construit. Les villes dans lesquelles nous vivons sont à l'image de nos vies civilisées: ennuyeuses, froides et vidées de sens, écrasantes par leur taille, étouffantes par leur manque d'air. Pour combler le vide de nos existences urbanisées, nous avons donné des identités aux villes, comme pour se faire croire qu'elles sont uniques, qu'il peut y avoir une fierté quelconque à en être. Mais quoi qu'il en soit, les villes se ressemblent toutes. Qui peut encore différencier d'une ville à une autre un supermarché, un centre commercial, une gare, un aéroport ou une prison ?

QUI VEUT ENCORE SE RÉAPPROPRIER LA VILLE, LA GÉRER, OU MÊME L'AUTO-GÉRER, PLUTÔT QUE DE LA DÉTRUIRE ?

A quoi servent donc ces bancs sur lesquels nous ne trouverons jamais de position confortable, à quoi servent donc ces toits en pente sur lesquels nous ne pouvons pas stocker de pierres pour caillasser la flicaille, et ces lampadaires qui nous éblouissent pour mieux nous rendre visibles aux yeux menaçants des caméras de surveillance ?

QUI VEUT ENCORE SE RÉAPPROPRIER LA VILLE, LA GÉRER, OU MÊME L'AUTO-GÉRER, PLUTÔT QUE DE LA DÉTRUIRE ?

LE MOINDRE RECOIN DE CHAQUE VILLE NE RÉPOND QU'À DEUX BESOINS : LE CONTRÔLE SOCIAL ET LE PROFIT.

Ainsi, nous ne voulons pas nous réapproprier les villes ni les gérer nous-mêmes, car elles ne nous ont jamais appartenu, elles n'ont jamais rien été d'autre que des instruments de notre domination, que des prisons à ciel ouvert, et nous n'en voulons plus. La seule chose que nous pouvons faire des villes, c'est les transformer en terrains de jeu où libérer nos désirs insurgés.

POUR L'INSURRECTION.

De sauvages.

Brèves

• JE HAIS LE POUVOIR •

5 avril, une quinzaine d'impacts sont relevés sur la permanence PS du 5e arrt. C'est le 2 mai que les vitres de la permanence PS du 4e étaient défoncées. En devanture, ses mignons petits militants avaient inscrit sur un tableau que « la violence politique est une atteinte à la démocratie ». Certes, oui. Atteignons donc la démocratie.

• TROUVE LE BON CÂBLE ! •

Quelques coupures de câbles dans deux locaux techniques de France Telecom privent un millier d'abonnés de téléphone

• JE HAIS LA POLICE •

Le 24 avril, des flics se font caillasser à Vigneux-sur-Seine (91), dans le quartier de la Croix-Blanche. Un pavé atteint un keuf à la tête et l'envoi à l'hosto dans un état grave. Les adroits caillasseurs restent inconnus.

• MOI AUSSI, JE HAIS LA POLICE •

Soirée de week-end au centre de Paris. Un différend sur la route, un macho qui sort de sa bagnole et se dit agent de police (pas en service)... Il finit sa soirée dans une salle opératoire pour se faire recoudre foie et poumon. Brillante analyse d'un syndicat

• OCCASIONS RATÉES... •

Fin avril, un SDF qui faisait de la recup' a trouvé un petit arsenal dans une poubelle, place Stalingrad. Un pistolet automatique, quatre grenades, des cartouches et une ogive de char, le tout parfaitement efficient. Les armes auraient appartenu à un collectionneur décédé, et la famille les auraient jetées. Malheureusement, le chiffonnier, en bon citoyen soumis, a appelé la police...

• UN JEU D'ENFANT •

Le 7 mai dans l'Oise, deux personnes âgées d'une quinzaine d'années sont soupçonnées

d'avoir saboté la ligne de TGV Lille-Paris et ont été interpellées par les képis. Ils auraient déposé des plaques de béton sur les rails de la ligne TGV dans le sens Lille-Paris. Un TGV, qui effectuait un trajet entre Lille et Rennes, a été « fortement endommagé » après avoir heurté le béton vers 14h45. Il a été immobilisé sur la voie pour vérifier la rame et est ensuite reparti, à vitesse réduite, en direction de Paris. Cet acte a entraîné des retards de 30 minutes environ pour cinq TGV, et un train Lille-Paris a dû être supprimé. Comme quoi il ne suffit pas de grand chose pour perturber les flux de bétail et de marchandises, à part déguerpier plus vite.



Deux ennemis ?

Pendant que dans les palais du pouvoir, la majorité PS approuve la loi pour le droit au mariage et à l'adoption pour les personnes du même sexe, se multiplient les exploits gerbants de ses opposants. D'un côté l'obscurantisme religieux, de toutes les religions avec leur morale mortifère commune, et sa cohorte de fascistes. De l'autre le progressisme d'État, avec sa rhétorique droitdelhommiste et son contrôle, toujours plus sournois car enrobé de « droits », sur nos vies, sous forme de police, école, CAF, Pôle Emploi, Sécu etc... Mais les deux « ennemis » qui s'affrontent à propos du droit au mariage pour les couples homosexuels (comme si des catégories comme hétéro/homo pouvaient définir toute la diversité et la créativité de nos sentiments et de nos désirs...) sont des frères jumeaux.

Entre une morale médiévale et des droits accordés par l'État, il n'y a qu'une différence de niveau, pas de principe. En effet, au fin fond des deux il y a bien solide le principe d'autorité. Pour les deux, il s'agit de nier la liberté aux individus. Il y aura toujours, dans leur esprit, des normes, des lois divines ou républicaines, une croyance religieuse dans la nécessité d'une quelconque autorité pour dire à l'individu qui, quand et comment il doit aimer, quel usage il doit faire de son corps, de ses sentiments, de sa vie.

Derrière la loi sur le mariage pour les personnes du même sexe, il y a la volonté, de la part d'une société qui se modernise, de normaliser les personnes jugées jusque là « différentes ». Cette société « accepte » ce qu'elle abhorrait encore hier, pour ne pas changer de fond. On accepte l'homosexualité afin de mieux l'intégrer. Pour faire des personnes « homosexuelles » de bons consommateurs, des familles, des citoyens sur lesquels fonder cette société, plutôt que des entités obscures et menaçantes à ses marges. Car le prix de la « reconnaissance » est toujours une plus grande fidélité au bon patron.

Dans ce faux combat entre les supporteurs des « droits » des personnes « homosexuelles » et les fascistes religieux, le choix des anarchistes, de tout individu épris de liberté, ne peut qu'être ailleurs. Au delà de toutes les catégories identitaires (homo, hétéro, femme, homme, mari, épouse) et des rapports sociaux figés (couple, mariage, famille) qui nous enferment dans un rôle prédéfini. Contre toute religion et toute morale asservissant l'individu, contre tout État, donc contre ses droits et ses devoirs. Car les deux camps ne sont que deux maillons également morbides de la même chaîne asservissant l'individu. Pour la liberté, pour que chacun(e) puisse choisir quand, comment et avec qui vivre ses relations, son amour ou ses amours, les différents aspects de sa sexualité.

C'est seulement par la liberté, une liberté qu'il faut arracher à ce monde, que nous pourrions trouver l'espace pour des relations passionnantes. Assurément pas dans des mairies et de la paperasse. Nous ne voulons pas de mariage. Nous ne voulons pas de droits plus ou moins étendus. Nous voulons une liberté complète pour chacun(e), tout court.

La Santé fait peau neuve

Alors que l'Observatoire international des prisons ne cesse d'alarmer sur l'insalubrité de plusieurs taules, le Ministère de la Justice finit par se voir obligé de réagir, pour sauver son image de « protecteur » de la société, souhaitant le bien de tous les citoyens. Ainsi, Christiane Taubira (actuelle ministre de la Justice) a récemment annoncé le déblocage de 800 millions d'euros pour financer un plan de rénovation de quatre prisons : Fleury-Mérogis, Aix 2, Les Baumettes 2 (à Marseille) et la maison d'arrêt de la Santé, dernière taule à abattre à Paris dans le 14e. Elle a été inaugurée en 1867 et plusieurs blocs y sont déjà fermés à cause de leur état de vétusté. Selon de récentes annonces officielles, elle ne devrait plus accueillir de nouveaux détenus à partir du 31 décembre 2013 (sachant quelle en compte actuellement environ 680 pour 483 places), et devrait être entièrement vidée pour le 31 juillet 2014. Les détenus restants seront transférés dans d'autres prisons comme Fresnes ou Fleury-Mérogis, déjà surpeuplées. Les pros de la truelle chargés de la rénovation n'ont pas encore été désignés, mais l'organisation des travaux, prévus sur une durée de quatre ans, a été confiée à l'Apj (Agence Publique pour l'Immobilier de la Justice). Leurs détails ne sont pas encore connus, mais on entend principalement parler, du côté des responsables du projet, d'une augmentation du nombre de cellules individuelles, de la création de places de semi-liberté (pour la réinsertion, mot-clé de l'opération), et de nouveaux dispositifs de surveillance. Comme les charognards du système pénitentiaire sont bien obligés de laisser sortir un jour ou l'autre la plupart des personnes incarcérées, il ne leur suffit pas de détruire les individus par l'isolement et l'humiliation : il souhaite également en profiter pour en faire de petits rouages de la société, bien huilés et bien rangés. Doux leur intérêt pour la (ré)insertion...

Mais nous n'avalons pas une miette des discours de ceux qui voudraient nous faire croire que l'on améliore les conditions de détention « pour notre bien », car perfectionner le système carcéral signifie avaliser et légitimer les prisons, donc perpétuer leur existence. Et nous, ce que nous voulons, c'est danser sur leurs cendres après que notre rage et notre désir de liberté les aient fait partir en fumée !

VERT-DE-GRIS, BLANCHES OU DORÉES, LES CAGES SERONT TOUJOURS DES CAGES, DONC À DÉTRUIRE !

GEPSSAccage !

Peu de monde connaît Gepsa. Pourtant il s'agit d'une entreprise majeure dans son secteur (tout comme son concurrent principal : Sodexo Justice Services). En effet Gepsa, *Gestion établissements pénitentiaires services auxiliaires*, est spécialisée dans la « prestation de services d'aide au fonctionnement d'établissements pénitentiaires » c'est-à-dire la maintenance et le nettoyage des taules, l'entretien des (peu d') espaces verts, la restauration, la « cantine », le lavage du linge, la formation professionnelle et les ateliers de travail pour les détenus, leur soi-disant « réinsertion ». Mais ils assurent aussi (à Fleury-Mérogis, par exemple) la gestion des dispositifs de sécurité. Ils se présentent eux-mêmes comme les « principaux partenaires de l'Administration Pénitentiaire ». Bref, ce sont de sales collabos des matons.

Gepsa gère, seule ou en consortium avec d'autres entreprises (souvent Eures, du groupe Compass, pour la nourriture) une petite quarantaine d'implantations. Ce sont presque toutes des taules : Fleury-Mérogis, Le Havre, Bourg-en-Bresse, Roanne, Béziers, Mont de Marsan, Lyon Corbas, Bordeaux Gradignan, Poitiers, Rennes, Argentan, Le Mans, Nancy...

Gepsa détient aussi la gestion complète des centres de rétention de Bordeaux, Palaiseau, Vincennes, Rennes et Toulouse et celle partielle (pour ce qui concerne les draps, le nécessaire de toilette et le nettoyage des vêtements des retenus) des CRA de Hendaye, Lyon et Plaisir. Encore, à Roubaix elle fournit ses services à l'École nationale de protection judiciaire de la jeunesse (ENPJ). Pour le Ministère de la Défense elle gère la base militaire de Satory (Versailles) où se trouvent des services techniques de l'Armée de terre et les sièges du Groupement blindé de gendarmerie mobile et du GIGN.

Dans le cadre d'un partenariat public-privé, Gepsa participe à un consortium chargé de construire puis gérer quatre nouvelles prisons : Lutterbach, Riom, Valence et Beauvais. Le Ministère de la Justice payera un loyer à ce consortium, afin de garer les détenus dans leurs geôles privées, et payera également Gepsa pour l'entretien des bâtiments et les « services » aux prisonniers. Ainsi, depuis 2008, les matons de Gepsa ont participé à l'ouverture de dix nouvelles taules.

Enfin, à l'étranger, Gepsa participe, avec d'autres coopératives, à la gestion du centre de rétention de Gradisca d'Isonzo, le deuxième plus grand d'Italie.

Gepsa est une filiale de Cofely (groupe GdF-Suez), et a donc parmi ses entreprises-sœurs Cofely Ineo, qui vient de gagner un marché pour la fourniture des uniformes des 120 000 fonctionnaires de la Police Nationale. GdF-Suez, tout le monde les connaît : ce sont ceux qui s'enrichissent avec nos factures, ceux des bagnoles blanches qui se promènent ou sont garées un peu partout dans la ville...

Gepsa a été créé en 1990, suite à l'ouverture aux entreprises privées du marché de la gestion et de la construction des prisons. Cette décision du gouvernement a fait suite à la décision d'augmenter le nombre de places disponibles dans les prisons françaises (le tristement célèbre « plan 13000 »). Pour emprisonner toujours plus, l'Etat a besoin de collabos privés, qui se font du fric avec. Gepsa, qui compte 360 employés et sert 145 000 repas (dégueulasses, pour la plupart) par jour, avait en 2010 un chiffre d'affaire de presque 66 millions d'euros.

Mais Gepsa ne fait pas du fric qu'avec l'Etat : sous le prétexte de la formation professionnelle et de la réinsertion, ils font bosser les détenus pour des entreprises tierces. On ne parle pas des quelques 650 personnes détenues qui sont exploitées directement dans les travaux de gestion dans les prisons, aux ordres du personnel/matons de Gepsa, qui, eux, se prennent peut-être pour des grands frères aidant des malheureux. En effet, des centaines d'autres détenus travaillent tous les jours pour des entreprises clientes de Gepsa, dans les ateliers internes des taules. Ils effectuent surtout des tâches de sous-traitance industrielle : confection, assemblage, conditionnement, montage, tri, etc. pendant que Gepsa se fait payer, comme une quelconque agence intérimaire. Bien sûr, tout cela sans les petites contraintes du code du travail et en payant ses esclaves à vil prix. Gepsa affirme pouvoir « mobiliser » (mettre à la tâche) 2700 « opérateurs » (détenus) chaque jour dans ses 18 ateliers situés dans différentes taules. Les détenus travailleurs seraient « tous volontaires et polyvalents, [...] habitués à passer d'une tâche à l'autre et fourniss[ant] des travaux particulièrement soignés » clament les matons/esclavagistes dans leur pub. Mais on sait bien à quel point la pauvreté de la plupart des prisonniers, liée à leur situation de privation de liberté, participe au chantage du travail en prison.

Pourtant ces salopards se présentent comme des bienfaiteurs : selon les matons/esclavagistes de Gepsa, l'exploitation des prisonniers « contribu[e] à l'amélioration de leurs conditions de détention » et en travaillant pour eux le détenu est censé « évoluer dans un environnement professionnel qualifiant et s'inscrire ainsi dans une dynamique positive de retour à la vie civile ». C'est-à-dire le retour dans une société qui est elle-même une prison...

Gepsa
8-10, rue Henri Sainte Claire
Deville
92563 Rueil-Malmaison Cedex
Tél. : 01.47.10.32.40

M. Pascal Roger : Directeur
général et Président du Conseil
d'administration.
Mme Christelle Roux :
Directeur général délégué.

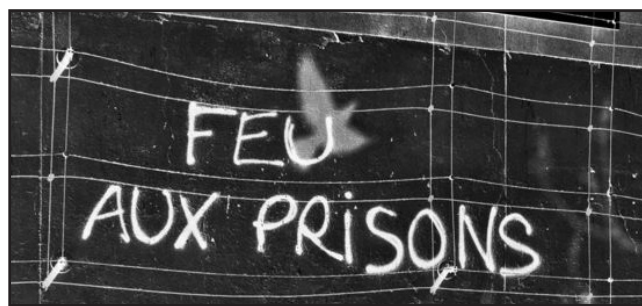
Une nouvelle prison à Beauvais ?

La prison de Beauvais s'écroule. Une bonne nouvelle, penseront, peut-être à tort, les amants de la liberté. Une bonne nouvelle pour l'Etat et ses bourreaux : ça veut dire construire une nouvelle taule, plus grande et plus sûre. Une bonne nouvelle pour les patrons du ciment et les investisseurs : ça veut dire des affaires.

Dès juin commenceront les travaux de construction de la nouvelle prison, à la sortie sud de la ville, en direction de Saint-Martin-le-Nœud. Elle devrait « ouvrir ses portes » en octobre 2015, pour un total de 594 places dans les trois bâtiments principaux, plus un pour les femmes, le quartier disciplinaire et le quartier de semi-liberté. Elle remplacera l'ancienne taule du centre-ville (qui compte 117 places) et la prison de Compiègne (82 places), celle-ci étant aussi destinée à la fermeture. Dans l'Oise, la prison de Beauvais restera en mauvaise compagnie avec la prison de Liencourt, où l'ancienne taule a déjà été partiellement remplacée par un nouveau bâtiment, ouvert en 2004 (actuellement 636 places).

La forte augmentation des places disponibles en dit beaucoup sur la volonté de l'Etat d'enfermer toujours plus de personnes dans des taules toujours plus « sécurisées ». Celle de Beauvais, notamment, sera un carré de 240 x 240 mètres, contrôlé par quelques 300 matons, dont la plupart vont s'installer en nouveaux arrivants dans le chef-lieu isarien.

La nouvelle taule, dont le coût est estimé à 75 millions d'euros, sera construite dans le cadre d'un partenariat public-privé : la prison restera propriété privée et l'Etat s'engage à payer un loyer aux constructeurs/propriétaires. Un consortium d'entreprises dirigé par SPIE Batignolles a gagné l'appel d'offre pour bâtir (et ensuite entretenir) quatre nouvelles prisons, d'ici à 2016 : Beauvais, Riom (Puy-de-



Dôme), Valence (Drôme) et Lutterbach (Haut-Rhin). Spie Batignolles est un grand groupe de BTP, ayant participé à la construction du tunnel sous la Manche, du Pont de Normandie, des métros de Lille, Toulouse, Lisbonne et Le Caire, des Lignes à Grande Vitesse Méditerranée, Rhône-Alpes et Est et (pour les ouvrages de génie civil) de la centrale nucléaire de Koeberg, dans l'Afrique du sud de l'apartheid.

Pour ce qui sera de l'entretien et de la gestion de la prison quand elle sera terminée (et pendant 25 ans), il y a Gepsa [voir ci-contre], filiale de Cofely-GdF-Suez, leader dans les services à l'Administration Pénitentiaire.

Et pour la thune, voilà les investisseurs : Barclays Infrastructure Funds Management, filiale de la grande banque anglaise, et FIDEPPP, Fonds d'Investissement et de Développement des Partenariats Public-Privé, du groupe BCPE, c'est-à-dire des Caisses d'Épargne et des Banques Populaires.

Une nouvelle prison est une mauvaise nouvelle pour les amants de la liberté... mais elle n'est pas encore construite ! Et qui sait si elle ne pourrait pas revenir plus cher que prévu aux vautours de l'enferment ?

Lucioles est un bulletin apériodique, on pourra y lire des textes d'analyse et d'agitation autour de Paris (et sa région) et de son quotidien dans une perspective anarchiste. Nous y parlerons des différentes manifestations d'insoumission et d'attaques dans lesquelles nous pouvons nous reconnaître et déceler des potentialités



de rupture vis-à-vis de l'Etat, du capitalisme et de la domination sous toutes ses formes en essayant de les relier entre elles et au quotidien de chacun. Nous n'avons pas la volonté de représenter qui que ce soit, ni de défendre un quelconque bout de territoire en particulier qui n'est qu'un modèle réduit de ce monde de merde.